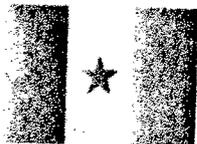


REPUBLIQUE DU SENEGAL  
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI



MINISTÈRE DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ ET DE LA MICROFINANCE

DIRECTION DE LA MICROFINANCE

PROGRAMME D'APPUI A LA MICROFINANCE  
VOLET 1 (PAMIF1)



AGENCE BELGE  
DE DÉVELOPPEMENT

PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET TECHNIQUE AUX  
STRUCTURES D'ENCADREMENT AU NIVEAU MACRO ET  
MÉSO DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU SÉNÉGAL

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2010

*[Handwritten signature]*

## Table des matières

<b>1 FICHE PROJET</b> .....	<b>4</b>
<b>2 RÉSUMÉ</b> .....	<b>5</b>
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	5
2.2 POINTS SAILLANTS.....	6
2.3 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS.....	6
<b>3 EVOLUTION DU CONTEXTE</b> .....	<b>7</b>
<b>4 ANALYSE DE L'INTERVENTION</b> .....	<b>8</b>
4.1 ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	8
4.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE.....	8
4.2.1 Indicateurs.....	8
4.2.2 Analyse des progrès réalisés.....	8
4.2.3 Risques & hypothèses.....	9
4.2.4 Critères de qualité.....	9
4.3 RÉSULTAT 1 : LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DE LA DMF SONT RENFORCÉES.....	10
4.3.1 Indicateurs.....	10
4.3.2 Bilan activités.....	11
4.3.3 Analyse des progrès réalisés.....	11
4.3.4 Risques et hypothèses.....	12
4.3.5 Critères de qualité.....	12
4.3.6 Exécution budgétaire.....	12
4.3.7 Leçons apprises et recommandations.....	13
4.4 RÉSULTAT 2 : LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DE LA DRS/SFD SONT RENFORCÉES.....	14
4.4.1 Indicateurs.....	14
4.4.2 Bilan activités.....	14
4.4.3 Analyse des progrès réalisés.....	14
4.4.4 Risques et hypothèses.....	15
4.4.5 Critères de qualité.....	15
4.4.6 Exécution budgétaire.....	16
4.5 RÉSULTAT 3 : LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DE L'AP/SFD SONT RENFORCÉES.....	17
4.5.1 Indicateurs.....	17
4.5.2 Bilan activités.....	17

21

4 5 3	Analyse des progrès réalisés	17
4 5 4	Risques et hypothèses	18
4 5 5	Critères de qualité	18
4 5 6	Exécution budgétaire	18
4 5 7	Leçons apprises et recommandations	18
<b>4.6</b>	<b>RÉSULTAT 4 : LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DU CNC SONT RENFORCÉES.....</b>	<b>19</b>
4 6 1	Indicateurs	19
4 6 2	Bilan activités	19
4 6 3	Analyse des progrès réalisés	19
4 6 4	Critères de qualité	20
4 6 5	Exécution budgétaire	20
<b>5</b>	<b>BÉNÉFICIAIRES .....</b>	<b>21</b>

9/1

## 1 Fiche projet

<b>Pays partenaire</b>	SENEGAL
<b>Numéro d'intervention DGCD</b>	NN 3003271
<b>Navision Code BTC</b>	SEN 07 020 11
<b>Objectif Global</b>	Le niveau de pauvreté des populations rurales de Diourbel, Fatick, Kaffrine et KAOLACK est réduit
<b>Objectif Spécifique</b>	L'accès au microcrédit des populations de Diourbel, Fatick, Kaffrine et Kaolack est amélioré par le renforcement des capacités de la Direction de la Microfinance (DMF), de la Direction de la Réglementation et de la Supervision des SFD (DRS/SFD), de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés du Sénégal (AP/SFD Sénégal) et du Comité National de Coordination des activités dans le cadre de la mise en œuvre du PA/LPS. R1 : Les capacités institutionnelles de la DMF sont renforcées R2 : Les capacités institutionnelles de la DRS/SFD sont renforcées R3 : Les capacités institutionnelles de l'AP/SFD Sénégal sont renforcées R4 : Les capacités institutionnelles du CNC sont renforcées
<b>Résultats</b>	
<b>Code Sectoriel</b>	24040 Sub-secteur 24081
<b>Institutions partenaires</b>	Ministère en charge de la Microfinance Ministère de l'Économie et des Finances (MEF)
<b>Contribution du Sénégal</b>	442.318 EUR
<b>Contribution de la Belgique</b>	1.600.000,00 EUR
<b>Coût de la formulation</b>	ND : sur fonds de formulation
<b>Date de démarrage (signature convention spécifique)</b>	18 décembre 2007
<b>Durée totale du projet</b>	48 mois
<b>Durée totale de la convention spécifique</b>	60 mois

91

## 2 Résumé

### 2.1 Aperçu de l'intervention

<b>Objectif global :</b>	Le niveau de pauvreté des populations rurales de Diourbel, Fatick et Kaolack est réduit
<b>Objectif spécifique :</b>	L'accès au microcrédit des populations de Diourbel, Fatick et Kaolack est amélioré par le renforcement des capacités de la DMF, de la DRS/SFD, de l'AP/SFD et du CNC dans le cadre de la mise en œuvre du PA/LPS
<b>Résultat 1 : Les capacités institutionnelles de la DMF sont renforcées</b>	L'appui à la DMF, ainsi que l'appui aux acteurs à travers la DMF, prennent trois formes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un renforcement des moyens de la DMF, pour assurer sa mission de promotion du secteur et de suivi des programmes et interventions</li> <li>- une promotion et un renforcement des capacités des SFD via la DMF, par le biais de plusieurs actions de renforcement capacitaire, et de promotion du mérite,</li> <li>- un renforcement des capacités des cadres des structures macro et méso, tant dans la gestion que dans la microfinance.</li> </ul>
<b>Résultat 2 : Les capacités institutionnelles de la DRS/SFD sont renforcées</b>	L'appui au superviseur prendra la forme <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un appui ciblé pour renforcer son intervention dans la zone de concentration</li> <li>- d'un renforcement capacitaire spécifiquement axé sur l'inspection,</li> <li>- et de la mise en place de la base de données sectorielle cartographique et financière</li> </ul>
<b>Résultat 3 : Les capacités institutionnelles de l'AP/SFD sont renforcées</b>	L'appui à l'AP/SFD est progressif et conditionné à des réformes institutionnelles et financières majeures, à la hauteur des enjeux du secteur. Il est certain que la pérennité institutionnelle, opérationnelle et financière de l'AP/SFD passe par une plus grande sensibilisation de ses membres et de la nécessité de s'investir davantage dans leur association professionnelle. L'appui du PAMIF s'inscrit dans cette philosophie en : <ul style="list-style-type: none"> <li>- facilitant cette prise de conscience et la recherche de solution (audit et atelier institutionnel),</li> <li>- contribuant à une amélioration des conditions d'accessibilité et de viabilité de l'AP/SFD en ce y compris un plan de communication dont l'élaboration et la mise en œuvre sont prises en charge dans les activités prévues au niveau du CNC.</li> </ul>
<b>Résultat 4 : Les capacités institutionnelles du CNC sont renforcées</b>	L'appui institutionnel devra permettre au CNC de coordonner efficacement la mise en œuvre du PA/LPS en procédant au suivi et à l'évaluation du Plan d'actions, à la coordination de la diffusion de l'information au sein du secteur et à la capitalisation des expériences. Il prendra la forme : <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un renforcement des moyens de fonctionnement et d'analyse,</li> <li>- d'un plan de communication du secteur traduisant les besoins de la DMF, de la DRS/SFD, de l'AP/SFD et des autres acteurs du CNC</li> <li>- d'un renforcement capacitaire à travers la DMF,</li> </ul>

RUBRIQUES	BUDGET GLOBAL	DEPENSES TOTALES EN FIN DECEMBRE 2010	SOLDE BUDGET	TAUX D'EXECUTION
DMF	405 508	328 831	76 677	81%
DRS/SFD	256 516	153 960	102 556	60%
AP/SFD	99 000	98 990	10	100%
CNC	173 680	122 728	50 952	71%
FRAIS GENERAUX	665 296	381 402	283 894	57%
<b>TOTAL</b>	<b>1 600 000</b>	<b>1 085 911</b>	<b>514 089</b>	<b>68%</b>

## 2.2 Points saillants

Le principal point saillant à retenir cette année est lié aux avancées notées dans la mise en œuvre de la Base de données Sectorielle Cartographique et Financière (BSCF).

## 2.3 Leçons apprises et recommandations

Deux (2) principales recommandations sont formulées :

- Dynamiser le Centre de Ressources et de Documentation (CRD) à travers l'organisation d'un atelier d'écriture, l'opérationnalisation des conventions de partenariat en cours et la poursuite des conférences au niveau des grandes écoles et universités
- Rendre effective l'opérationnalisation de la convention d'assistance technique PAMIF1-AP/SFD

### 3 Evolution du contexte

En réponse aux dysfonctionnements constatés depuis l'adoption en 1993 d'une réglementation spécifique au secteur de la microfinance, le processus de réaménagement du cadre légal et réglementaire dans la zone ouest africaine a abouti à l'adoption d'une nouvelle loi par le Conseil des Ministres de l'UMOA le 06 avril 2007.

Au Sénégal, cette Loi a été promulguée le 03 septembre 2008 (Loi n°2008-47) et son décret d'application signé par le Président de la République le 28 novembre 2008 (décret n°2008-1366). La publication au journal officiel étant faite le 31 janvier 2009, la vulgarisation de ces nouveaux textes auprès des SFD et le grand public était, ainsi, la priorité des partenaires avec l'appui du PAMIF-1.

C'est dans ce cadre que les activités de l'année 2010 ont été positivement influencées par deux (2) événements majeurs décrites ci-après :

- Une large diffusion des nouveaux textes réglementaires a été effectuée par le PAMIF-1 depuis l'année dernière à travers la distribution de plus 2000 brochures, des journées d'information avec l'essentiel des SFD du bassin arachidier et des émissions radio interactive et une grande émission télé. Afin de toucher le grand public (au-delà des SFD), la DRS/SFD a organisé cette année une campagne de masse à travers des conférences techniques dans plusieurs régions du pays. Cette activité de grande envergure, dont le thème était « Accès et maintien dans le secteur », a été l'occasion de sensibiliser les GEC et les SFD informels sur l'urgence de se conformer à la réglementation.
- Parmi les principales innovations apportées par la nouvelle réglementation, figure l'instauration d'un régime unique d'autorisation d'exercice (agrément), ayant comme implication la disparition des Groupements d'Épargne et de Crédit (GEC) et Structures sous convention-cadre. Il faut avouer que la disparition des GEC pourrait avoir un impact négatif sur l'accès d'autant plus qu'ils jouent un rôle important dans la cohésion sociale et la facilitation de l'accès des couches défavorisées au microcrédit. Cette hypothèse a amené les autorités (à travers la DMF) à commandité une étude relative à l'avenir des GEC par des propositions de scénarii d'évolution institutionnelle (Mutation GEC en MEC, Fusion/Regroupement de GEC, Absorption de GEC par une MEC et la dissolution). Au-delà des actions d'information menées jusque là, l'opérationnalisation du plan d'action de l'étude sur les GEC va permettre de les accompagner sur les modalités pratiques relatives à leur conformité à la nouvelle réglementation.

Quant aux instructions de la BCEAO qui constituent le second maillon de l'architecture juridique régissant le fonctionnement des SFD, sa vulgarisation n'a pu être effective cette année compte tenu du fait de la non disponibilité de la totalité de ces instructions.

<sup>1</sup> L'article 142 du titre VIII relatif aux dispositions transitoires et finales stipule que « Les dispositions relatives aux groupements d'épargne et de crédit ainsi qu'aux institutions assujetties au régime de la convention-cadre sont abrogées. Ces institutions disposent d'un délai de deux (2) ans, à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi pour se conformer à ces dispositions ».

## 4 Analyse de l'intervention

### 4.1 Ancrage institutionnel et modalités d'exécution

Un des principes de la Déclaration de Paris est relatif à l'alignement avec les politiques nationales. Dans le cadre du PAMIF1, les interventions s'inscrivent parfaitement dans les axes 1 et 4 de la Lettre de Politique Sectorielle Microfinance définie par l'Etat du Sénégal.

En outre, les interventions de l'Agence Belge de Développement CTB sont généralement en cogestion. Pour le cas spécifique du PAMIF1, le Directeur de la Microfinance, représentant la partie sénégalaise, est le responsable national du projet. Du côté belge, la mise en oeuvre du Projet est confiée à un assistant technique national (ATN) en micro finance en qualité de coresponsable. Les deux responsables assurent conjointement la direction du Projet, ce qui implique une harmonie dans l'appropriation et le partage d'information sur le projet.

Cet ancrage approprié du PAMIF1 à la DMF a été bénéfique à plusieurs égards :

- Un dialogue direct et spontané avec la partie sénégalaise et une meilleure implication du Projet dans les activités du CNC (préparation et/ou conception des réunions thématiques) et de la DMF (participation à la mise en oeuvre des études sectorielles)
- Une bonne coordination avec le PA/LPS (PNUD-ACDI-FI:NU) qui est aussi rattaché à la DMF. Cette synergie PAMIF1-PA/LPS peut être illustrée par la vulgarisation de la nouvelle loi régissant le secteur et son décret d'application qui a été faite en parfaite harmonie et complémentarité entre les deux (2) interventions : stratégie commune, mutualisation des ressources financières, spécialisation par zone d'intervention afin d'éviter les doublons, etc

## 4.2 Objectif spécifique

### 4.2.1 Indicateurs

Objectif spécifique :				Progrès : C	
L'accès au microcrédit des populations des régions de Diourbel, Fatick, Kafrine et Kolda est amélioré par le renforcement des capacités de la Direction de la Microfinance (DMF), de la Direction de la Réglementation et de la Supervision des SFD (DRS/SFD), de l'Association Professionnelle des Systèmes Financiers Décentralisés du Sénégal (AP/SFD Sénégal) et du Comité National de Coordination (CNC) des activités de microfinance dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'Action de la Lettre de Politique Sectorielle (PA/LPS)					
Indicateurs	E	G	Baseligne 2006	Progrès année N 2009	Commentaires
PAR à 30 jours			1,42%	9,80%	Il faut d'emblée préciser que cette situation ne concerne que Les données en fin 2009 celles de 2010 n'étant pas encore disponibles - Le portefeuille des SFD isolés partenaires du PAMIF2, les données sur les réseaux sont en cours de collecte Par ailleurs, la base line n'a pas fixé de valeur cible précise mais a plutôt conseillé une amélioration continue de ses deux (2) indicateurs
Sociétariat des SFD			69 740 707	119 408 948	

### 4.2.2 Analyse des progrès réalisés

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle l'atteinte de l'objectif spécifique proposé n'est pas directement lié aux appuis au niveau macro et méso. Autrement, l'appui du PAMIF1 à ses partenaires

8  


(DMF, DRS/SFD, AP/SFD et CNC) n'influence pas fortement, mais contribue indirectement sur les indicateurs de l'objectif spécifique (le PAR à 30 jours et le sociétariat).

Le niveau de dégradation de la qualité du portefeuille (1,42% à 2,8%) n'est pas isolé par rapport à la situation nationale où on constatait en 2009 à la poursuite de la dégradation de la qualité du portefeuille<sup>2</sup> (le ratio du PAR à 90 jours a encore augmenté, passant de 3,13 à 5,2%. Le ratio du PAR à 30 jours, quant à lui, se situe à 2,7%). Cette dégradation de la qualité du portefeuille implique l'urgence pour les SFD d'analyser les causes profondes de cette situation afin de prendre les mesures nécessaires pour inverser la tendance. Elle augure aussi des efforts à déployer pour renforcer les capacités des SFD sur le cycle de la gestion du crédit (de la réception du dossier de demande jusqu'au suivi et recouvrement éventuel).

La croissance du sociétariat de plus de 70% en 2006 et 2009 est en phase avec la tendance au niveau national où l'évolution du secteur entre le 30 juin 2009 et le 30 juin 2010 montre une augmentation de 9% du nombre de membres/clients qui est passé de 1 183 000 à 1 289 000.

Cette situation conforte la preuve que la microfinance est un outil important de bancarisation des populations défavorisées. L'essentiel des SFD de l'échantillon à des couvertures départementales et/ou niveau communauté rurale ou arrondissement et sont généralement le fruit d'initiatives endogènes.

#### 4.2.3 Risques & hypothèses

RISQUES	NIVEAUX				COMMENTAIRES/ SOLUTIONS ENVISAGEES
	A faible	B modéré	C élevé	D très élevé	
La dégradation continue de la qualité du portefeuille des SFD			C		Les actions de renforcement de capacités des SFD par le PAMIF2 peuvent prendre en charge ce risque

#### 4.2.4 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	C	Les actions de communication sur le secteur et de sensibilisation sur les nouveaux textes réglementaires ont contribué indirectement à la nette évolution du sociétariat dans les SFD.
Efficience	C	Les ressources mises à la disposition de la DMF (activités de promotion du secteur et de vulgarisation de la nouvelle réglementation, etc.) de l'AP/SFD (pour sa visibilité institutionnelle et auprès des SFD de la zone, etc) et du CNC (communication sur le secteur) ont conduit à des résultats relatifs à une amélioration du sociétariat des SFD.
Durabilité	B	L'action conjuguée des projets comme le PAMIF2 qui intervient au niveau micro permet d'améliorer le niveau d'atteinte de l'objectif spécifique dans le long terme.
Pertinence	A	L'objectif spécifique s'inscrit dans la vision définie pour le secteur.

### 4.3 Résultat 1: Les capacités institutionnelles de la DMF sont renforcées

#### 4.3.1 Indicateurs

Résultat : Les capacités institutionnelles de la DMF sont renforcées						Progrès : B	
Indicateurs	E	G	Baseline 2007	Cible 2010	Progrès 2010	Cible Fin Projet	Commentaires
Nombre de missions de suivi de projets et programmes réalisées			8	9	6	12	La faiblesse de l'indicateur en 2010 par rapport à la valeur cible s'explique par la charge de travail relativement importante du responsable suivi-évaluation. Ce qui implique que certaines missions de suivi planifiées n'ont pu être exécutées.
Nombre des formations dispensées en zone de concentration			0	0	7	6	<ul style="list-style-type: none"> <li>A la suite d'une évaluation des besoins de formation des SFD de la zone d'intervention, le programme de formation a permis d'exécuter (7) modules de formation entre 2008 et 2009 au profit des organes et personnel techniques des SFD.</li> <li>Ce programme s'est achevé depuis 2009 ce qui explique qu'il n'y a pas eu de formation en 2010 et c'est le PAMIF2 qui a pris le relais à partir de cette année.</li> </ul>
Nombre de SFD ayant bénéficié de formation de haut niveau			nd	6	6	8	L'évolution de cet indicateur est assez bonne. A la suite d'un processus de sélection basé sur des critères objectifs, 6 SFD ont pu bénéficier de bourses pour une formation aux sessions Boulders 2009 et 2010.
Nombre de séances d'information sur la nouvelle réglementation			nd	3	6	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'évaluation d'un premier atelier au niveau inter-régional avait démontré le besoin de tenir un atelier pour les SFD de chacune des 3 régions d'intervention.</li> <li>En réponse à des demandes, 2 ateliers ont été organisés avec l'ARD de Diourbel et le REMEC/Niayes.</li> </ul>
Nombre de SFD touchés par les séances d'information			0	30	91	30	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'essentiel des SFD (MEC et GEC agréés ou non) de la zone et des structures d'appui (ARD projets/programmes/ONG de la zone) ont été sensibilisés/informés sur la nouvelle réglementation à travers les ateliers d'intervention.</li> <li>En marge des ateliers d'information, 17 émissions radio ont été animées dans la zone d'intervention et une grande émission liée au niveau national.</li> </ul>
Nombre de cadres des structures macro/méso formés			15	8	17	8	La participation de deux (2) cadres chaque année à la formation Boulders de Tunn et une formation sur « Gestion de projets, Planification et suivi-évaluation » ont permis d'atteindre ce niveau d'indicateur en 2010.
Nombre d'ouvrages/ documents acquis pour le CRD			0	500	540	-	Une des principales difficultés est liée au délai assez long (2 à 3 mois) de la livraison des ouvrages.
Nombre total de visites du CRD			0	90	133	-	La série de conférence au niveau des écoles/universités a été un facteur déterminant.

10

### 4.3.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1. Mise à disposition de ressources nécessaires au fonctionnement	++	+	+/-	-	
2. Incitation des SFD à s'approprier les bonnes pratiques et à être performantes	++	+			
3. Diffusion de bonnes pratiques et la nouvelle réglementation	++				
4. Renforcement du niveau de formation des cadres des structures aux niveaux macro et méso par des formations de haut niveau en microfinance et gestion de projets		+			
5. Mise à disposition de moyens pour créer et faire fonctionner le CRD		+			

### 4.3.3 Analyse des progrès réalisés

En tant que structure étatique chargée de la promotion du secteur et de suivi des programmes et interventions, les moyens mis à la disposition de la DMF lui ont permis d'assurer sa mission à travers les activités suivantes :

- La réalisation de six (6) missions de suivi de projets/programmes et interventions liées au plan d'action de la LPS
- L'exécution du programme de renforcement de capacités des SFD de la zone centre (7 modules au bénéfice de 102 participants). Des missions de suivi post formation concernant les modules « Développement de nouveaux produits » et « Contrôle interne » ont démontré des changements majeurs au niveau de certains SFD (Exemple de MEC Ndimbalanté de Keur Madabel avec le lancement d'un nouveau produit « moto jakarra » à la suite d'une évaluation de besoins)
- L'octroi de bourses pour une participation à la formation Boulders de Turin (6 cadres issus des acteurs institutionnels et 6 agents provenant des SFD). Cette formation de haut niveau a eu des effets sur certains boursiers qui ont su développer de nouvelles aptitudes dans des domaines tels le contrôle interne, la gestion des ressources humaines et l'analyse financière,
- La vulgarisation de la nouvelle réglementation à travers l'édition et la distribution de 2500 brochures, la tenue de 17 émissions radios, 1 émission télé et 6 ateliers d'information au profit des SFD de la zone d'intervention (122 participants au total). Cette activité de diffusion de ces nouveaux textes a été menée en parfaite synergie (stratégie commune, mutualisation des ressources, etc) avec le PA/LPS.

En outre, la DMF sert d'incube institutionnel au Centre de Ressources et Documentation (CRD) en microfinance pour lequel tous les investissements ont été réalisés (bibliothèque physique et salle multimédia). Quant au lancement officiel du centre, il a été reporté jusqu'au second trimestre 2011 pour des raisons de calendrier. Nonobstant le fait que le centre fonctionne encore assez timidement, les initiatives suivantes sont prises pour son essor/dynamisation :

- Confection et distribution de plaquettes de présentation et organisation de deux (2) conférences au niveau des écoles/universités. Ces activités ont été menées en mutualisation avec les ressources du PEJU ;
- Etablissement de partenariat avec d'autres structures similaires (Centre Mohamed VI pour la microfinance au Maroc et avec ADA/Luxembourg) pour renforcer le fonds documentaire.

*M. J.*

#### 4.3.4 Risques et hypothèses

RISQUES	NIVEAUX				COMMENTAIRES/ SOLUTIONS ENVISAGEES
	A faible	B modéré	C élevé	D très élevé	
Faible implication effective de la DMF	A				Face à ce risque, des séances de travail/concertation régulières avec le Directeur du centre se tiennent
Biais dans le choix des agents des SFD bénéficiaires des bourses		B			<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le projet procède par appel à proposition avec une méthodologie de sélection basée sur des critères objectifs</li> <li>- Le comité de sélection est ouvert à la DMF et à l'AP/SFD</li> </ul>
Non publication de la totalité des instructions de la BCEAO		B			Anticipation en facilitant la mise en place d'un comité de concertation qui va réfléchir sur la stratégie de vulgarisation

#### 4.3.5 Critères de qualité

CRITERE	SCORE					COMMENTAIRES
	A : Très satisfaisant	B : satisfaisant	C : insatisfaisant	D : très insatisfaisant	X : le critère ne pouvait être mesuré	
Efficacité		B				Davantage d'efforts devront être fournis pour une dynamisation du CRD (poursuite des actions de communication, opérationnalisation des conventions de partenariat signées, organisation d'un « atelier d'écriture » sur la macrofinance
Efficience		B				Le budget alloué a permis de bien vulgariser la nouvelle réglementation dans la zone d'intervention
Durabilité		B				L'ancrage du projet à la DMF et l'existence d'autres PTF qui appuient cette Direction constituent des éléments de durabilité dans le court et moyen terme

#### 4.3.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire qui est de 81% est détaillée dans le tableau ci-dessous :

TAUX D'EXECUTION BUDGETAIRE	JUSTIFICATIONS/COMMENTAIRES/OBSERVATIONS
+ (Exécution correcte/bonne)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exécution tendancielle assez correcte des lignes budgétaires relatives aux actions de renforcement de capacités (84% pour les SFD et 74% pour les cadres des structures macro-méso) et les investissements au niveau du CRD (95%)</li> <li>- L'épuisement de la ligne « Diffusion de la nouvelle réglementation » (100%) ;</li> </ul>
+/- (Exécution à améliorer)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fonctionnement du CRD (67%) : L'exécution peut être jugée acceptable (67%) nonobstant le fait qu'il faut davantage redynamiser le CRD</li> <li>Frais d'intervention/missions de terrain (39%) : L'exécution est faible, il faudra encore des d'efforts pour le respect des planifications</li> </ul>

#### 4.3.7 Leçons apprises et recommandations

Recommandation	Source	Qui	Deadline
Dynamisation du CRD à travers <ul style="list-style-type: none"> <li>- Organisation d'un atelier d'écriture</li> <li>- Opérationnalisation des conventions de partenariat</li> <li>- Promotion à travers l'atelier de lancement et les conférences dans les grandes écoles</li> </ul>	Critère d'efficience	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Atelier écriture ATN en relation avec DMF et l'appui de l'ATIP</li> <li>- Opérationnalisation convention : DMF avec l'appui de l'ATN</li> </ul>	Q1 à Q4 2010

*Handwritten signature or initials*

#### 4.4 Résultat 2 : Les capacités institutionnelles de la DRS/SFD sont renforcées

##### 4.4.1 Indicateurs

Indicateurs	E	G	Baseline 2007	Cible 2010	Progrès 2010	Cible Fin Projet	Commentaires
Nombre de missions d'inspection de la DRS/SFD dans la zone d'intervention			5	18	20	24	La mise à disposition d'un véhicule et l'existence d'un fonds d'intervention ont permis à la DRS/SFD de réaliser cette performance en terme de missions d'inspection auprès des SFD de la zone d'intervention du projet
Nombre de missions conjointes d'inspection DRS/SFD Expertise internationale			2	nd	2	4	Compte tenu des limites budgétaires, cette activité n'a pu être exécutée qu'une seule fois (en 2009) au lieu de 2 comme initialement prévu dans le DTF
Nombre d'agents de la DRS/SFD participant à des missions conjointes d'inspection avec une expertise internationale			5	nd	9		La formation des nouvelles recrues de la DRS/SFD justifie le niveau de l'indicateur
Nombre de mises à jour de la BSCF			0		0		La BSCF n'est pas encore opérationnelle
Nombre de visites/consultations journalières de la BSCF			0		0		La BSCF n'est pas encore opérationnelle

##### 4.4.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1. Renforcement de la supervision de la DRS/SFD dans la zone du PAMIF		+			
2. Formation à l'inspection des cadres de la DRS/SFD	++				
3. Mise à disposition de moyens pour créer une BSCF		+			

##### 4.4.3 Analyse des progrès réalisés

En tant qu'organe de supervision du secteur, la DRS/SFD a bénéficié de deux (2) types d'appuis :

- L'appui à l'opérationnalisation de sa mission de supervision des SFD de la zone d'intervention du projet à travers la mise à disposition d'un véhicule et d'un fonds d'intervention qui lui ont permis d'effectuer vingt (20) missions d'inspection complète et/ou de suivi des recommandations dans la zone. En outre, neuf (9) de ses agents ont pu bénéficier d'une formation pratique en inspection avec une expertise internationale. Dans ce même cadre, le PAMIF a proposé à la DRS/SFD un accompagnement pour la l'assermentation des ses inspecteurs. Cet accompagnement (hors DTF) devait démarrer par une visite d'échange (auprès de la structure de supervision du Bénin) qui a été finalement reportée pour des raisons de logistique
- La mise en place et le fonctionnement d'une Base de données Cartographique Sectorielle et Financière (BSCF) : Malgré un retard lié à l'acquisition du matériel informatique justifié par les procédures de passation de marché, des avancées/acquis ont été notés cette année :

<sup>1</sup> Actuellement, c'est la seule expérience dans la zone UEMOA

ENTITE	ACQUIS
Matériel informatique requis	Acquisition du matériel suivant : - serveur hébergeant la cartographie HP PROLANT 500 Go doté d'un processeur 2XCoreDuo avec 6 GIGA octets de RAM - routeur CISCO configuré en DMZ - ligne spécialisée internet de 1mega avec secours - Postes d'ordinateurs performants en phase avec les besoins - Imprimantes et scanner
Travaux sur la Système de Gestion Electronique de Documents (SGED)	- Etude de l'état des lieux en termes d'archivage - Production et validation des rapports techniques dossier technique d'exploration dossier des spécifications détaillées, manuels utilisateurs et administrateur, - Formation du personnel de la DRS/SFD sur la solution d'archivage, - La reprise de l'existant à travers la numérisation du « stock papier » suit son cours - La plateforme a été entièrement livrée et les différents tests de montée en charge ont été tous un succès - La mise en exploitation effective de la plateforme au niveau du guichet accueil des dossiers de demande d'agrément
Base de données	- Formation de 2 informaticiens de la DRS/SFD sur « Audit des sécurités informatiques et des systèmes d'information » - Mise à jour des états financiers sous Excel et leur intégration dans la base de données financière - Conception site web - Intégration de la cartographie au site web - Mise à jour de l'interface de la cartographie, - outil de mise à jour de la cartographie via la base de données, - mise à jour de la cartographie sur la base du nouveau découpage administratif

Le dernier maillon de la « chaîne BSCF » est sa dynamisation qui va permettre de :

- collecter des coordonnées géographiques du découpage administratif jusqu'au niveau communauté rurale;
- A partir d'une carte, présenter de façon dynamique et interactive toutes les informations sur les SFD notamment celles relatives à la localisation, aux données financières et statistiques, ceci jusqu'au niveau communauté rurale ;
- confectionner en ligne des cartes selon un certain nombre de critères (découpage administratif, réseau, type de SFD, secteur d'activités, montant des dépôts, genre, etc.)
- faire des analyses multi temporelles dynamiques consistant à produire des rapports indiquant l'évolution d'une donnée financière quelconque d'un SFD ou de plusieurs SFD dans une zone bien précise sur un nombre d'années déterminé

#### 4.4.4. Risques et hypothèses

RISQUES	NIVEAUX				COMMENTAIRES/ SOLUTIONS ENVISAGEES
	A : faible	B : modéré	C : élevé	D : très élevé	
Faible implication effective de la DRS/SFD	A				Le constat est : - Une forte implication et une bonne appropriation par la DRS/SFD - Bon niveau de compétence des informaticiens de la DRS/SFD

#### 4.4.5. Critères de qualité

CRITERE	SCORE					COMMENTAIRES
	A : Très satisfaisant	B : satisfaisant	C : Insatisfaisant	D : très Insatisfaisant	X : le critère ne pouvait être mesuré	
Efficacité		B				Les perspectives sont assez bonnes à ne reste qu'à procéder à la dynamisation de la BSCF
Efficience		B				Compte tenu de la spécificité technique et complexe de la BSCF, la franche collaboration des informaticiens de la DRS/SFD a permis une utilisation normale des ressources allouées. La volonté politique de doter la DRS/SFD de moyens importants et l'apport d'une forte implication des informaticiens constituent les gages de durabilité
Durabilité		B				

glt

#### 4.4.6 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire qui est de 60% est détaillée dans le tableau ci-dessous :

TAUX D'EXECUTION BUDGETAIRE 60%	JUSTIFICATIONS/COMMENTAIRES/OBSERVATIONS
+ (Exécution correcte/bonne)	- L'exécution tendancielle assez correcte de la ligne « Fonds d'intervention/missions d'inspection » (70 <sup>e</sup> a) - L'achèvement de l'activité « Formation à l'inspection » (95 <sup>e</sup> a)
+ / (Exécution à améliorer)	- Exécution faible (47 <sup>e</sup> a) sur l'acquisition du plateau technique même s'il existe des engagements sur le SGED

16  
JH S

### 1.5 Résultat 3 : Les capacités institutionnelles de l'AP/SFD sont renforcées

#### 1.5.1 Indicateurs

Indicateurs	Baseline 2007	Cible 2010	Progrès 2010	Cible Fin Projet	Commentaires
Pourcentage des cotisations des membres par rapport au budget de fonctionnement de l'AP/SFD	4%	nd	12%	nd	
Taux de progression vers l'équilibre financier (mesure de la variation positive)	2%	nd	13%	nd	
Niveau d'exécution du plan d'action annuel de l'AP/SFD (en pourcentage)	22% (2009)	nd	86%	nd	
Nombre des SFD membres	50	nd	73	nd	En fin 2010 il y a eu en plus 14 SFD dont les demandes d'adhésion sont acceptées par conseil d'administration mais qui ne sont pas encore acquies de leur adhésion
Nombre d'AG tenus	6	3	1	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour l'année 2009 l'AP/SFD n'a pas tenu d'AG à cause de l'organisation de la 8ème conférence annuelle tenue de AFMIN à Dakar</li> <li>- Pour 2010, l'AG ne s'est pas tenue</li> <li>- L'AG de 2011 est en cours de programmation</li> </ul> Dont déjà 3 en 2010
Nombre de CA tenus	5		14		

#### 1.5.2 Etapes réalisées

Activités	Déroulement			Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	
1. Appui dans une démarche de redynamisation organisationnelle et institutionnelle		+		
2. Appui à la viabilité et l'accessibilité		+		

#### 1.5.3 Analyse des progrès réalisés

Le budget (épuisé depuis Q1 2010) destiné à l'appui de l'AP/SFD a permis de prendre en charge le fonctionnement l'AP/SFD. Cet appui du PAMIF1 a permis à l'association de bien fonctionner avec une meilleure visibilité sur le plan institutionnel et auprès des SFD de la zone d'intervention. En effet, le PAMIF1 a permis à l'AP/SFD de participer à toutes les rencontres où l'occasion lui était donnée de communiquer sur sa mission (clôtures sessions de formation, émissions radio et ateliers d'information sur la nouvelle réglementation, etc)

Par ailleurs, avec l'épuisement du budget de l'appui, une évaluation participative (PAMIF1-AP/SFD) du partenariat avait recommandé de le poursuivre à travers un protocole d'assistante technique qui est signé par les deux (2) parties. L'opérationnalisation de ce protocole sera effective courant 2011

gpl

#### 4.5.4 Risques et hypothèses

RISQUES	NIVEAUX				COMMENTAIRES/ SOLUTIONS ENVISAGEES
	A faible	B modéré	C élevé	D très élevé	
Faible réactivité de l'AP/SFD dans le partenariat			C		L'AP/SFD ne disposant pas assez de personnel justifiait que le Directeur exécutif était assez sollicité, ce qui retardait ses feedback. Pour gérer ce risque, il a fallu procéder à des rappels/relances permanents.

#### 4.5.5 Critères de qualité

CRITERE	SCORE				X le critère ne pouvait être mesuré	COMMENTAIRES
	A Très satisfaisant	B satisfaisant	C insatisfaisant	D très insatisfaisant		
Efficacité		B				Les ressources ont permis à l'association de bien fonctionner. Après l'épuisement du budget depuis Q1 2010, la perspective va consister en une assistance technique sans budget/hors DTF.
Efficience		B				
Durabilité			C			L'association, n'étant pas financièrement viable, va encore dépendre des subsides des PTF. Cependant l'obligation légale d'adhérer à l'association et la dynamique en cours au sein de l'AP/SFD (évaluation à mi-parcours de son plan stratégique, actualisation de son cadre logique, etc) présagent une logique de viabilité dans le long terme.

#### 4.5.6 Exécution budgétaire

Le budget d'appui à l'AP/SFD est épuisé depuis Q1 2010.

#### 4.5.7 Leçons apprises et recommandations

Recommandation	Source	Qui	Deadline
Opérationnaliser le protocole d'assistance technique	Poursuite de l'appui	L'AP/SFD avec l'appui de l'ATN du PAMIF	Q1 à Q4 2011

gl 18

## 1.6 Résultat 4: Les capacités institutionnelles du CNC sont renforcées

### 1.6.1 Indicateurs

Indicateurs	Baseline 2007	Cible 2010	Progrès 2010	Cible Fin Projet	Commentaires
Nombre d'études réalisées sur des thématiques en lien avec l'objectif spécifique et l'objectif global du projet	0	7	7	9	Les études thématiques sur le secteur ont été menées qu'avec le démarrage effectif des programmes/projets du PA/LPS (à partir de 2008). Sur les sept (7) études réalisées, deux (2) portant sur « SIG et systèmes de contrôle interne et externe » et « Cartographie numérisée des SFD » ont été financées par le fonds d'étude de la CTB.
Nombre de rapports publiés sur le secteur	6	18	18	24	Chaque semestre de l'année, 3 rapports sont produits et validés au sein du CNC.
Niveau d'exécution financière du plan de communication	0%	100%	99%	100%	La totalité du budget disponible pour la mise en œuvre du plan de communication a été exécutée.
Nombre de réunions du CNC	2	6	12	8	En sus des réunions trimestrielles pour la validation des différents rapports du PA/LPS, il se tient aussi des réunions thématiques du CNC.

### 1.6.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	=	-	
1. Mettre à disposition du CNC les ressources nécessaires à son fonctionnement		+			
2. Evaluer l'exécution du Plan d'Action de la LPS				+	
3. Réaliser et restituer des études thématiques à caractère transversal		+			
4. Elaborer et mettre en œuvre plan de communication du secteur	+				

### 1.6.3 Analyse des progrès réalisés

Le CNC étant l'instance de coordination des différentes activités du secteur, le PAMIF1 a assuré son fonctionnement à travers la prise en charge du salaire du Responsable suivi évaluation et des frais d'organisation des réunions trimestrielles. Après l'épuisement de cette dernière ligne budgétaire en Q3, c'est le PA/LPS et les fonds récupérés du PEJU qui financent dorénavant les réunions du CNC. Chaque semestre de l'année, trois (3) rapports sont produits et validés au sein du CNC (rapport sur la situation globale du secteur, rapport sur le niveau de réalisation du plan d'action et le rapport sur le niveau de mobilisation des fonds). En marge des réunions de validation des rapports du PA/LPS, des réunions thématiques du CNC se tiennent. Le PAMIF1 appuie la tenue de ces réunions thématiques à travers la conception des TDR et la coordination du déroulement.

En phase avec les enjeux du secteur, plusieurs études ont été menées et validées au niveau du CNC, il s'agit des études suivantes :

- « La cartographie numérisée des SFD » dont les perspectives sont prises en charge dans le cadre de l'appui à la DRS/SFD (la BSCE) et « Etude sur les SIG et les systèmes de contrôle interne et externe des SFD au Sénégal ». Ces deux (2) études ont été financées par le fonds d'étude de la CTB.
- En 2010, toutes les études ont été financées par les fonds PEJU1 : il s'agit des deux (2) études sur le mobile banking (L'opportunité et la faisabilité), « Situation des GEC » et « Etat des lieux de la microfinance rurale » (pas encore restituée). Pour les deux (2) dernières études, le PAMIF1 était membre du comité de suivi (sélection prestataires, validation note méthodologique des études et pré-validation des rapports provisoires).

gl +

En termes de communication, l'élaboration d'une stratégie basée sur les besoins d'information des principaux acteurs institutionnels (DMF, AP/SFD et DRS/SFD), a été réalisée de manière participative. Cette stratégie de communication, qui a été validée par le comité de suivi mis en place, a fait l'objet d'une cérémonie officielle de lancement. La mise œuvre de ce plan de communication a démarré en 2009 et s'est poursuivie en 2010. La modestie du budget explique qu'une seule activité relative à la formation sur les techniques de communication des responsables des différentes structures (DMF, DRS/SFD et AP/SFD) a été réalisée cette année. Les autres activités prévues dans le plan communication seront exécutées en synergie et mutualisation avec les ressources du PEJU

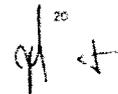
#### 4.6.4 Critères de qualité

CRITERE	SCORE					COMMENTAIRES
	A Très satisfaisant	B satisfaisant	C insatisfaisant	D très insatisfaisant	X le critère ne pouvait être mesuré	
Efficacité		B				Les ressources ont permis d'assurer le fonctionnement correct du CNC et une bonne communication sur le secteur
Efficience			C			Le budget était modeste pour exécuter toutes les activités prévues dans le plan de communication
Durabilité		B				La DMF (une Direction nationale) qui assure le secrétariat du CNC est censée assurer la durabilité de cette instance, en rapport avec les acteurs. Le défi sera l'autonomisation de son fonctionnement

#### 4.6.5 Exécution budgétaire

L'exécution budgétaire qui est de 71% est détaillée dans le tableau ci-dessous :

TAUX D'EXECUTION BUDGETAIRE	JUSTIFICATIONS/COMMENTAIRES/OBSERVATIONS
71%	
+ (Exécution correcte/bonne)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'épuisement de la ligne « Frais de fonctionnement du CNC »</li> <li>- L'achèvement de l'activité « Elaboration d'un plan de communication » (96%)</li> <li>- L'exécution de la quasi-totalité des actions communication (98%)</li> </ul>
+ / (Exécution à améliorer)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Exécution faible (37%) de la ligne « Atelier de restitution et de réflexion stratégique » La prise en charge de ces ateliers se faisant en mutualisation avec les ressources du PA/LPS et/ou PEJU</li> <li>- Pas encore de décaissement sur la ligne « Evaluation à mi-parcours du PA/LPS ; l'étude étant prise en charge par le PEJU</li> </ul>

20  


## 5 Bénéficiaires

L'intervention du PAMIF 1 cette année a induit des effets positifs sur ses bénéficiaires directs et indirects

- DMF et DRS/SFD : Cette année, la poursuite des activités de vulgarisation de la nouvelle réglementation (émissions radios et télé) a été un élément de satisfaction des partenaires qui s'y sont fortement impliqués. Ils ont participé à la conception de ces actions et ont animé eux-mêmes ces moments de communication avec les populations.
- DRS/SFD : Les avancées notables obtenues cette année dans la mise en œuvre de la BSCF l'ont été grâce à un intérêt particulier et une forte appropriation de la DRS/SFD. Cette appropriation a été facilitée par le fait que la BSCF est considérée par la DRS/SFD comme un outil extrêmement important de supervision du secteur. En outre, la spécificité technique et complexe de la BSCF a été surmontée par la franche collaboration et la compétence des informaticiens de la DRS/SFD.
- Les partenaires indirectes (SFD) : Les activités de vulgarisation à travers la distribution de brochures sur la nouvelle réglementation et l'organisation d'ateliers d'information ont permis de toucher la presque totalité des SFD de la zone d'intervention.
- Les partenaires indirectes (Population et grand public) : Les populations de la zone ont été assez bien sensibilisées sur les nouveaux textes réglementaires à travers les émissions radio interactives au niveau local. L'intérêt des populations se manifestait par les nombreux appels des auditeurs à l'occasion de ces émissions radio. Par ailleurs, la première activité de communication avec la presse a suscité leur grand intérêt qui s'est traduit par un second atelier (financé par le PEJU) à la demande du Collectif des Journalistes Economiques du Sénégal (COJES).

21  
M et

# Budget vs Actuals (Year to Month) of SEN0702011

Project Title: Appui au secteur de microfinance - Phase I: Appui institutionnel

C04  
EUR

31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	46,482.00	28,906.10	112,107.03	32,598.85	13,925.35	76,677.66	81%
01 Mettre à la disposition de la DMF un complément de							
01 Achat véhicule 4x4	19,342.00	19,340.77	0.00	19,340.77	1.23	100%	
02 Planton	11,140.00	4,311.68	2,614.44	6,826.12	4,213.68	62%	
03 Frais d'intervention / mission terrain	16,000.00	5,153.65	1,136.11	6,289.76	8,710.24	39%	
02 Inclure les IMF à s'approprier les bonnes pratiques et à	101,000.00	66,649.90	18,511.23	85,161.13	15,838.87	84%	
01 Promotion et formation des IMF	45,000.00	42,850.00	0.00	42,850.00	2,150.00	95%	
02 Bourses de stage et de formation (PFM Boulder pour	56,000.00	23,799.90	18,511.23	42,311.13	13,688.87	76%	
03 Diffuser les bonnes pratiques et la nouvelle	45,202.00	27,193.38	18,056.98	45,250.36	-48.36	100%	
01 Diffusion bonnes pratiques et réglementation	45,202.00	27,193.38	18,056.98	45,250.36	-48.36	100%	
04 Renforcer le niveau de formation des cadres des	74,294.00	37,275.90	17,703.92	54,979.82	19,314.18	74%	
01 Formation des cadres des structures macro/méso	18,294.00	10,834.50	7,007.01	17,841.51	452.49	98%	
02 Formation des acteurs du secteur (notamment bourses	56,000.00	26,441.40	10,696.91	37,138.31	18,461.69	66%	
05 Mettre à disposition de la DMF les moyens pour créer et	138,530.00	56,798.63	54,084.35	110,882.98	27,647.02	80%	
01 Investissement	62,930.00	30,698.64	29,183.32	59,882.16	3,047.84	95%	
02 Fonctionnement y compris 01 documentaliste pour l'année	75,600.00	26,099.79	24,901.03	51,000.82	24,599.18	67%	
01 Renforcer l'action de supervision de la cellule AT-CPEC	81,342.00	49,043.46	14,414.70	64,388.16	16,983.84	79%	
01 Achat ordinateurs portables	6,000.00	5,107.04	861.34	5,966.38	31.62	98%	
02 Achat véhicule 4x4	19,342.00	19,340.77	0.00	19,340.77	1.23	100%	
03 Mise en place de fonds d'intervention	56,000.00	25,495.65	13,553.36	39,049.01	16,950.99	70%	
02 Former à l'inspection des cadres de la cellule AT-CPEC	40,000.00	37,966.64	0.00	37,966.64	2,033.36	95%	
	457,820.00	181,208.49	100,608.51	281,617.00	206,003.00	56%	
	1,112,180.00	552,203.04	251,891.06	804,094.10	308,085.90	72%	
	1,600,000.00	733,411.53	352,499.57	1,085,911.10	514,088.90	68%	

40

# Budget vs Actuals Year to Month of 31/12/2010

Appui au secteur de microfinance - Phase I: Appui institutionnel

C04  
EUR

31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

Personnel	375 031,00	109 251,00	70 969,55	180 230,55	154 800,45	46%
Carance Technique	251 820,00	50 551,95	41 582,52	101 914,47	145 905,53	40%
leur national	15 380,00	3 574,71	4 386,51	10 961,22	4 386,78	71%
le finance et administration	57 200,00	22 058,47	11 517,64	33 616,11	23 583,89	59%
is frais de personnel	44 200,00	19 925,39	11 649,72	31 575,10	12 624,90	71%
rance maladie	5 205,00	578,69	941,51	1 518,20	3 686,80	28%
rance maladie	1 246,00	153,90	491,65	645,45	600,55	52%
ssurancés	62 134,00	60 955,55	0,00	60 955,55	1 178,45	96%
Carces	38 584,00	38 581,56	0,00	38 581,56	2,44	100%
ipement bureau	7 050,00	6 925,13	0,00	6 925,13	124,87	98%
ipement IT	13 958,00	13 974,53	0,00	13 974,53	-16,53	100%
rajet et frais de bureau et caution	2 442,00	1 374,33	0,00	1 374,33	1 067,67	56%
ra fonctionnement	146 131,00	66 784,64	25 806,25	92 600,89	55 530,11	63%
ices et frais de maintenance	9 600,00	3 958,88	1 867,17	5 866,05	3 733,95	61%
is de fonctionnement des véhicules	35 023,00	14 221,83	6 508,74	20 730,37	14 252,63	59%
es transports	12 928,00	4 723,74	3 237,41	7 961,15	4 566,85	62%
unités de bureau	10 297,00	6 935,21	2 464,55	9 399,76	3 897,24	71%
sons	28 202,00	11 530,66	10 857,07	22 487,73	5 714,27	80%
ais de subsistance	10 060,00	13 108,45	-13 108,45	0,00	10 000,00	0%
ipres frais de fonctionnement	4 780,00	653,86	1 828,22	2 480,08	2 259,92	52%
urance véhicules	19 958,00	9 335,81	1 727,11	11 062,92	8 935,06	55%
is camps	3 917,00	1 717,11	993,65	2 110,76	1 206,24	69%
	467 620,00	181 306,49	100 608,51	281 817,93	208 033,00	56%
	1 112 180,00	562 203,04	251 891,06	804 094,10	308 035,90	72%
	1 600 000,00	733 411,53	352 499,57	1 085 911,10	514 068,90	68%

# Budget vs Actuals (Year to Month) of SEN0702011

Appui au secteur de microfinance - Phase I: Appui institutionnel

C04  
EUR

31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

	Budget	Actuals	Diff	%	Suppl
Personnel	375,031.00	109,261.00	70,969.55	48%	180,230.55
Manutenance Technique	251,820.00	59,931.95	41,982.52	40%	101,914.47
Leur national	15,360.00	6,574.71	4,386.51	71%	10,961.22
Le finance et administration	57,200.00	22,098.47	11,517.64	59%	33,616.11
Les frais de personnel	44,200.00	19,925.38	11,649.72	71%	31,575.10
Manutenance maladie	5,205.00	576.69	941.51	29%	3,666.80
Manutenance maladie	1,246.00	153.80	491.65	52%	600.55
Manutenance maladie	62,134.00	60,955.55	0.00	98%	1,178.45
Manutenance maladie	38,684.00	38,681.56	0.00	100%	2.44
Manutenance bureau	7,050.00	6,925.13	0.00	98%	124.87
Manutenance IT	13,958.00	13,974.53	0.00	100%	-16.53
Manutenance bureau et caution	2,442.00	1,374.33	0.00	56%	1,067.67
Manutenance bureau et caution	148,131.00	96,794.64	25,805.25	63%	55,630.11
Manutenance bureau et caution	9,600.00	3,988.88	1,867.17	61%	3,733.95
Manutenance bureau et caution	35,023.00	14,221.63	6,508.74	59%	14,292.63
Manutenance bureau et caution	12,928.00	4,723.74	3,237.41	62%	4,966.85
Manutenance bureau et caution	13,297.00	6,935.21	2,464.55	71%	3,897.24
Manutenance bureau et caution	28,202.00	11,530.66	10,957.07	80%	5,714.27
Manutenance bureau et caution	10,000.00	13,108.45	-13,108.45	0%	10,000.00
Manutenance bureau et caution	4,780.00	653.86	1,826.22	52%	2,299.92
Manutenance bureau et caution	19,998.00	9,335.81	1,727.11	55%	8,935.08
Manutenance bureau et caution	3,917.00	1,717.11	993.65	69%	1,206.24
Manutenance bureau et caution	487,820.00	181,208.49	100,608.51	58%	206,003.00
Manutenance bureau et caution	1,112,180.00	552,203.04	251,891.06	72%	308,085.90
Manutenance bureau et caution	1,690,000.00	733,411.53	352,499.57	68%	514,088.90
TOTAL					

# Budget vs Actuals (Year to Month) of SEN07/2011

Appui au secteur de microfinance - Phase I: Appui institutionnel

C04  
EUR

31/12/2010

Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing

à la personnel		375 031,00	109 261,00	70 969,55	160 230,95	194 800,45	48%
Assistance Technique	REGIE	251 820,00	59 931,95	41 982,52	101 914,47	149 905,53	40%
Directeur national	COGES	15 360,00	5 574,71	4 386,51	10 961,22	4 368,78	71%
Equipe finance et administration	COGES	57 200,00	22 096,47	11 517,64	33 616,11	23 563,89	59%
autres frais de personnel	COGES	44 200,00	19 925,38	11 649,72	31 575,10	12 624,90	71%
Secours maladie	COGES	5 205,00	376,69	941,51	1 518,20	3 686,80	29%
Secours maladie	REGIE	1 246,00	159,80	491,65	645,45	600,55	52%
Secours maladie	REGIE	62 134,00	60 955,55	0,00	60 955,55	1 178,45	58%
Equipe bureau	COGES	38 684,00	38 681,56	0,00	38 681,56	2,44	100%
Equipement IT	COGES	7 050,00	6 925,13	0,00	6 925,13	124,87	98%
Engagements du bureau et caution	COGES	13 958,00	13 974,53	0,00	13 974,53	-16,53	100%
Equipe de fonctionnement	COGES	2 442,00	1 374,33	0,00	1 374,33	1 067,67	56%
Frais de fonctionnement	COGES	146 131,00	66 784,64	25 806,25	92 600,89	56 530,11	63%
Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	9 600,00	3 858,68	1 867,17	5 866,05	3 733,96	61%
Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	35 023,00	14 221,63	6 508,74	20 730,37	14 232,63	59%
Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	12 928,00	4 723,74	3 237,41	7 961,15	4 966,85	62%
Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	13 297,00	6 835,21	2 464,65	9 399,76	3 897,24	71%
Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	28 202,00	11 530,66	10 957,07	22 487,73	5 714,27	80%
Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	10 600,00	13 108,45	-13 108,45	0,00	10 000,00	0%
Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	4 760,00	653,86	1 826,22	2 460,08	2 239,92	52%
Frais de fonctionnement des véhicules	REGIE	19 958,00	9 335,81	1 727,11	11 662,92	8 935,08	55%
Frais de fonctionnement des véhicules	COGES	3 917,00	1 747,11	993,65	2 710,76	1 506,24	69%
Frais de fonctionnement des véhicules	REGIE	457 820,00	181 208,49	100 608,51	281 817,00	206 003,00	58%
Frais de fonctionnement des véhicules	REGIE	1 172 160,00	552 203,04	251 891,06	604 094,10	308 085,90	72%
Frais de fonctionnement des véhicules	REGIE	1 630 000,00	733 411,53	352 499,57	1 086 911,10	514 088,90	66%



PLANNIFICATION  
OPERATIONNELLE 2011

*Boyle*

*H. H. H.*

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI



-----  
MINISTERE DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ  
ET DE LA MICROFINANCE  
-----  
DIRECTION DE LA MICROFINANCE  
-----



AGENCE BELGE  
DE DÉVELOPPEMENT

PROGRAMME D'APPUI A LA MICROFINANCE

VOLET 1 (PAMIF1)

**PROJET D'APPUI INSTITUTIONNEL ET TECHNIQUE AUX  
STRUCTURES D'ENCADREMENT AU NIVEAU MACRO ET  
MÉSO DU SECTEUR DE LA MICROFINANCE AU SÉNÉGAL**

**PLANIFICATION OPERATIONNELLE 2011**

*[Handwritten signature]*  
*[Handwritten signature]*

**RELLES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA DMF SONT RENFORCEES**

ACTIVITES	SOUS ACTIVITES												REMARQUES - OBSERVATIONS - POINTS - D'ATTENTION
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	
A.1 : Mettre à la disposition de la DMF un complément de ressources nécessaire à son fonctionnement	Achats véhicules 4x4												Véhicule déjà acheté
	Plaquette												Prise en charge du salaire du directeur de la DMF durant toute l'année Cette activité entre dans le cadre de la mission de promotion du secteur par la DMF
A.2 : Inciter les DMF à s'approprier les bonnes pratiques et à être performantes	Frais d'intervention mission terrain												Trois (3) missions de surveillance se feront auprès de : - Q1 Suivi des résultats des premières agences installées avec l'appui du PALEPS (U-IMCEC et Cause MF) - Q2 Suivi des réalisations du SAFIR/PROMERZ - Q4 Suivi des résultats des dernières agences installées avec l'appui du PALEPS (PAMECAS)
	Promotion et formation des IMF												- Le programme de formation est achevé depuis 2005 - Le reliquat est réaffecté à la ligne A_02_02 : « Bourse de stage et de formation (PPM Boulder pour cadres de SFD) »
A.3 : Diffuser les bonnes pratiques et la nouvelle réglementation par la formation	Bourses de stage et de formation (PPM Boulder pour cadres DMF)												Sejour de deux (2) cadres issus de SFD à la formation Boulders (édition 2011)
	Diffusion brochures pratiques et réglementation												- Ligne budgétaire épuisée - La tâche de l'ATN consistera en un appui méthodologique à la vulgarisation des instructions de la BCEAO
A.4 : Renforcer le niveau de formation des cadres des structures nationales et ceux par des formations de haut niveau en macrofinance et gestion de projets	Formation des cadres des structures nationales												- Aucune activité prévue cette année - Le PEJU qui organise régulièrement ces types de formations va continuer à le faire - Le reliquat est réaffecté à la ligne A_02_02 « Bourse de stage et de formation (PPM Boulder pour cadres de SFD) »
	Formation des acteurs du secteur (notamment Boursiers Boulder)												Sejour de deux (2) cadres issus des structures d'environnement institutionnel du secteur à la formation Boulders Edition 2010
A.5 : Mettre à la disposition de la DMF les moyens pour créer et faire fonctionner le CKD en vue de sa rétrocession à l'IF SFD	Investissement												Acquisition mobilier de bureau et meubles de rangement (pour deux bureaux) PC pour le webmaster, extension réseau de téléphone interne
	Fonctionnement												Les activités ci-après se feront en synergie et en mutualisation avec les fonds du PEJU - Q1-Q4 Le fonctionnement (téléphone électrique carburant frais d'entretien, gazoil, etc) et acquisition d'ouvrages selon les nouvelles publications - Q1 Conférences au niveau des écoles et universités. Appel à proposition pour l'atelier d'échange - Q4 Atelier de lancement officiel du CKD - Reception et dépouillement des propositions relatives à l'atelier d'écriture et suite à donner - Q3 Poursuite des conférences au niveau des écoles et universités - Q4 Tenue de l'atelier d'écriture et poursuite de la série conférences au niveau des écoles et universités

**RE: LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA DRS/SFD SONT RENFORCEES**

ACTIVITES	S O U S A C T I V I T E S												REMARQUES - OBSERVATIONS - POINTS D'ATTENTION	
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		RESPONSABLE
Achat ordinateurs portables Achat véhicule 4x4														Activite déjà realisée Activite déjà realisée
<b>R.1 : Renforcer l'action de supervision de la DRS/SFD au bénéfice des MfF de la zone de concentration</b>													DRS/SFD	<p>Ce sont les missions d'inspection/contrôle de la DRS/SFD dans la zone d'intervention du PAMIFI. Il est prévu les 22 missions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 missions en Q1 : MEC. SAKUM DJIGUENE de Niara, MEC. KHOUSS GUI de Taiba Niassane, MEC. TOOKO MAS SING de Fatick, MEC. RNC DELTA SALDJUM de Fatick et MEC. GAINDE FATMA de Diourbel</li> <li>- 6 missions en Q2 : MECCIAK de Kaolack, MEC. DEGGO BOK LISUPY de Keur Avip, MEC. DEVELOPEMENT TAIF XEWEL, MEC. LE THIAPY de Bambry, MEC. SOXALY BABA GARAGE et MEC. SADIO</li> <li>- 6 missions en Q3 : MEC. APROFES TERANGA de Kaolack, MEC. ARAF Gossay, MEC. UGF BABA GARAGE, MEC. TDS, MEC. OPE KAEI et MEC. NDOUCOUMANE de Kafrine</li> <li>- 5 missions en Q4 : MEC. ESPOIR de Kaolack, MECUFES, MEC. LE SINE de Fatick, MEC. GFA, MEC. SOXALI NGOGOM</li> </ul>
<b>R.2 : Former à l'inspection des cadres de la DRS/SFD</b>														<p>Activite déjà realisée</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le requat est réaffecté à la ligne B_03_01</li> <li>- Acquisition plateau technique</li> </ul>
<b>R.3 : Mettre à disposition des moyens pour créer une base de données sectorielle cartographique et financière</b>													PAMFI DRS/SFD	<p>Diagnostic réseau</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Acquisition de deux (2) ordinateurs d'administration</li> <li>- Acquisition d'une base de données Oracle et une formation à son administration</li> <li>- Acquisition d'un (1) serveur de données, d'un logiciel statistique et d'Antivirus professionnel, réseau Kaspersky</li> </ul>
Extension des fonctions de la cartographie													PAMFI DRS/SFD	Dynamisation de la Base de données

LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE L'AP/SPD SONT RENFORCEES

ACTIVITES	SOUS ACTIVITES												REMARQUES - OBSERVATIONS - POINTS - D'ATTENTION	
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		RESPONSABLE
Assistance technique de FATN du PAMIF à l'AP/SPD													AP/SPD PAMIF1	Cesx une proposition d'assistance technique (hors OTF) qui a été faite par le PAMIF et acceptée par l'AP/SPD Le protocole est de à signer.

R4.1 LES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU CNC SONT RENFORCEES

ACTIVITES	SOUS ACTIVITES												REMARQUES - DIFFICULTES POINTS - D'ATTENTION	
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D		RESPONSABLE
D.1 Mettre à disposition du CNC les ressources nécessaires à son fonctionnement													DMF/PAMIF1	Prise en charge du salaire du responsable de suivi évaluation du PA/LPS Frais de fonctionnement du CNC
D.2 Evaluer l'efficacité du Plan d'Action de la LPS													DMF/CNC	Budget épuisé - Q2 : Atelier national de restitution de l'évaluation à mi-parcours du PA/LPS - Q3 : Cofinancement avec le PEJU de deux (2) ateliers régionaux (zone nord et centre) de restitution de l'évaluation à mi-parcours du PA/LPS
D.3 Réviser et renforcer des études thématiques à caractère transversal													DMF/CNC	- Q3 : CNC thématique sur la microfinance islamique - Q4 : CNC thématique sur la gouvernance des SFD - Activité déjà réalisée
D.4 Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication du secteur													PAMIF AP/SPD	- Le reliquat est reflète à la ligne D_Q4_Q2 : « Mise en œuvre du plan de communication » Le faible du solde de la ligne budgétaire (un peu moins de 600.000 F.CFA) ne permet pas de réaliser d'activités majeures. Ce budget sera, ainsi, mutualisé avec les ressources du PEJU pour l'organisation de conférences au niveau des écoles et universités. L'ATN travaillera en appui pour la réalisation des activités suivantes prévues dans le cadre des fonds PEJU. - Q1 : Atelier d'information avec le Collectif des Journalistes Economiques du Sénégal (COJES) - Q2-Q3 : Deux (2) journées d'information avec les parlementaires et avec l'administration judiciaire

*[Signature]*

REPUBLIQUE DU SENEGAL  
UN PEUPLE - UN BUT - UNE FOI



MINISTÈRE DE L'ENTREPRENARIAT FÉMININ ET DE LA MICROFINANCE

DIRECTION DE LA MICROFINANCE

PROGRAMME D'APPUI A LA MICROFINANCE  
VOLET 1 (PAMIF1)



CTB

AGENCE BELGE  
DE DÉVELOPPEMENT

**PROPOSITIONS DE REAMENAGEMENTS  
BUDGETAIRES**  
(SMCL du 24 février 2011)

*[Handwritten signature]*  
*[Handwritten signature]*

## 1) JUSTIFICATIONS NARRATIVES

### 1. **A\_02\_01 : Promotion et formation des SFD**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Diminution d'un montant de 2150 Euros
- Motif : Utilisation du solde budgétaire d'une activité déjà réalisée pour alimenter la ligne "A\_02\_02 (Bourse de stage et de formation (PFM Boulder pour cadres de SFD))" qui nécessite un supplément budgétaire

### 2. **A\_04\_01 : Formation des cadres des structures macro/mésos**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Diminution d'un montant de 452,49 Euros
- Motif : Utilisation du solde budgétaire d'une activité déjà réalisée pour alimenter la ligne "A\_02\_02 (Bourse de stage et de formation (PFM Boulder pour cadres de SFD))" qui nécessite un supplément budgétaire

### 3. **A\_02\_02 : Bourse de stage et de formation (PFM Boulder pour cadres de SFD)**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Augmentation d'un montant de 2602,49 Euros
- Prise en charge : Augmentation alimentée par les soldes budgétaires des lignes « A\_02\_01 : Promotion et formation des SFD » et « A\_04\_01 : Formation des cadres des structures macro/mésos »
- Motif : Utilisation de soldes budgétaires de deux activités déjà réalisées.

Compte tenu de la forte demande en renforcement des capacités des SFD et la faiblesse des ressources de la ligne A\_02\_02, il a été jugé nécessaire d'utiliser les soldes des lignes A\_02\_01 et A\_04\_01 dont les activités ont été déjà réalisées pour alimenter cette ligne.

### 4. **B\_02\_01 : Expertise internationale pour missions d'inspection conjointes**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Diminution d'un montant de 2033 Euros
- Motif : Utilisation du solde budgétaire d'une activité déjà réalisée pour alimenter la ligne "B\_03\_01 (Acquisition plateau technique)"

### 5. **B\_03\_01 : Acquisition plateau technique**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Augmentation d'un montant de 2033 Euros

- Prise en charge : Augmentation alimentée par le solde budgétaire de la ligne « B\_02\_01: Expertise internationale pour missions d'inspection complètes »
- Motif: Utilisation de soldes budgétaires d'une activité déjà réalisée.

L'exécution des activités prévues dans la ligne B\_02\_01 étant terminée, le solde a été transféré dans la ligne B\_03\_01, qui a besoin d'un supplément de ressources.

**6. D\_04\_01 : Elaboration d'un plan de communication**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Diminution d'un montant de 389 Euros
- Motif : Utilisation du solde budgétaire d'une activité déjà réalisée pour alimenter la ligne "D\_04\_02 (Mise en oeuvre du plan de communication)" qui nécessite un supplément budgétaire

**7. D\_04\_02 : Mise en œuvre du plan de communication**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Augmentation d'un montant de 389 Euros
- Prise en charge : Augmentation alimentée par le solde budgétaire de la ligne «D\_04\_01 : Elaboration d'un plan de communication »
- Motif : Utilisation du solde budgétaire d'une activité déjà réalisée

**8. Z\_01\_01 : Assistance Technique (ATIP)**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Diminution d'un montant de 120 000 Euros
- Motif : Pour corriger une erreur d'imputation<sup>1</sup> que le siège ne pouvait pas apporter sur le système navison utilisé, la CTB a proposé de transférer la totalité du budget prévu pour l'ATIP (François.Doliguez IRAM) de la ligne "Z\_01\_01 : Assistance technique" vers la ligne "Z\_04\_01 : Base Line, Suivi-évaluation"

**9. Z\_04\_01 : Base Line, Suivi-évaluation**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Augmentation d'un montant de 120 000 Euros
- Prise en charge : Augmentation alimentée par la ligne budgétaire «Z\_01\_01 : "Assistant technique" (ATIP)
- Motif : Pour corriger une erreur d'imputation<sup>2</sup> que le siège ne pouvait pas apporter sur le système navison utilisé, la CTB a proposé de transférer la totalité du budget prévu pour l'ATIP (François.Doliguez IRAM) de la ligne

<sup>1</sup> HQ Régie des travaux effectués par ATIP (François.Doliguez IRAM) sur la ligne "Z\_04\_01 Base Line. Suivi-évaluation" initialement prévu sur la ligne "Z\_01\_01 : Assistance technique

<sup>2</sup> Idem que note (1)

9/ 3  
4

"Z\_01\_01 : Assistance technique" vers la ligne "Z\_04\_01 : Base Line, Suivi-évaluation"

**10. Z\_04\_02 : Audit**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Augmentation de 8 000 Euros
- Prise en charge : Augmentation alimentée par la ligne budgétaire sous utilisée (Z\_04\_02 : Missions d'appui du siège)

**11. Z\_04\_03 : Missions d'appui du siège**

- Statut : Ligne budgétaire existante
- Incidence budgétaire : Diminution d'un montant de 8 000 Euros
- Motif : Utilisation partielle d'une ligne sous utilisée (Z\_04\_03 : Missions d'appui du siège) pour alimenter la ligne "Z\_04\_02 -Audit" qui nécessite un supplément budgétaire (10 000 Euros inscrit dans le DTF alors qu'il faut environ 18 000 Euros pour réaliser l'audit)

*Handwritten signature*

# Budget Modification of SEN0702011

## Appui au secteur de microfinance - Phase I: Appui institutionnel

C4  
DGD  
EUR

011NEW

EUR

02 Former à l'inspection des cadres de la cellule AT-CPEC				40 000,00	37 967,00	-2 033,00
01 Expertise internationale pour missions d'inspection conjointes				40 000,00	37 967,00	-2 033,00
03 Mettre à disposition les moyens pour créer une base de données sectorielle en lien avec la				135 174,00	137 207,00	2 033,00
01 Acquisition du plateau technique				110 174,00	112 207,00	2 033,00
02 Extension des fonctions de la cartographie				25 000,00	25 000,00	0,00
<b>C LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DE L'APIMEC SONT RENFORCÉES</b>				<b>98 000,00</b>	<b>98 000,00</b>	<b>0,00</b>
01 Appuyer l'APIMEC dans sa démarche de redynamisation organisationnelle et institutionnelle				8 983,65	8 983,65	0,00
01 Audit institutionnel et organisationnel				7 940,97	7 940,97	0,00
02 Atelier institutionnel de restitution				1 142,68	1 142,68	0,00
02 Appuyer la viabilité et l'accessibilité de l'APIMEC				90 016,35	90 016,35	0,00
01 Amélioration de l'accessibilité et de la viabilité				90 016,35	90 016,35	0,00
<b>D LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DU CNC SONT RENFORCÉES</b>				<b>173 680,00</b>	<b>173 680,00</b>	<b>0,00</b>
01 Mettre à disposition du CNC les ressources nécessaires à son fonctionnement				103 680,00	103 680,00	0,00
01 Prise en charge du responsable de suivi/évaluation du PALPS				73 200,00	73 200,00	0,00
02 Frais de fonctionnement du CNC (y compris participation échanges/seminaires)				30 480,00	30 480,00	0,00
02 Evaluer l'exécution du plan d'action de la LPS				8 000,00	8 000,00	0,00
01 Evaluation à mi-parcours du plan d'actions (complément belge au financement du FENU)				6 000,00	8 000,00	2 000,00
03 Restituer des études thématiques à caractère transversal				27 000,00	27 000,00	0,00
01 Ateliers de restitution et de réflexion stratégique thématique				27 000,00	27 000,00	0,00
04 Elaborer et mettre en oeuvre un plan de communication du secteur appui sur la DMF-ATICPEC				35 000,00	35 000,00	0,00
01 Elaboration d'un plan de communication				10 000,00	9 611,00	-389,00
				<b>487 620,00</b>	<b>490 422,49</b>	<b>2 802,49</b>
				<b>1 112 180,00</b>	<b>1 109 577,51</b>	<b>-2 602,49</b>
				<b>1 600 000,00</b>	<b>1 600 000,00</b>	<b>0,00</b>



# Budget Modification of SEN0702011

Appui au secteur de microfinance - Phase I: Appui institutionnel

C4  
DGD  
EUR

011NEW

EUR

02 Mise en oeuvre du plan de communication y compris traduction texte en Wolof

## Z MOYENS GÉNÉRAUX

01 Frais de personnel	COGEST	25.000,00	25.389,00	389,00
01 Assistance Technique		665.296,00	665.296,00	0,00
02 Directeur national	REGIE	375.031,00	255.031,00	-120.000,00
03 Equipe finance et administration	COGEST	251.820,00	131.820,00	-120.000,00
04 Autres frais de personnel	COGEST	15.360,00	15.360,00	0,00
05 assurance maladie	COGEST	57.200,00	57.200,00	0,00
06 assurance maladie	COGEST	44.200,00	44.200,00	0,00
02 Investissements	REGIE	5.205,00	5.205,00	0,00
01 Véhicules		1.246,00	1.246,00	0,00
02 Equipement bureau	REGIE	62.134,00	62.134,00	0,00
03 Equipement IT	COGEST	38.684,00	38.684,00	0,00
04 Aménagements du bureau et caution	COGEST	7.050,00	7.050,00	0,00
03 Frais de fonctionnement	COGEST	13.958,00	13.958,00	0,00
01 Services et frais de maintenance		2.442,00	2.442,00	0,00
02 Frais de fonctionnement des véhicules	COGEST	148.131,00	148.131,00	0,00
03 Télécommunications	COGEST	9.600,00	9.600,00	0,00
04 Fournitures de bureau	COGEST	35.023,00	35.023,00	0,00
05 Mises en	COGEST	12.928,00	12.928,00	0,00
06 Frais de consultation	COGEST	13.297,00	13.297,00	0,00
	COGEST	28.202,00	28.202,00	0,00
	COGEST	10.000,00	10.000,00	0,00
		<b>487.820,00</b>	<b>490.422,49</b>	<b>2.602,49</b>
		<b>1.112.180,00</b>	<b>1.109.577,51</b>	<b>-2.602,49</b>
		<b>1.600.000,00</b>	<b>1.600.000,00</b>	<b>0,00</b>

48

Budget Modification of SEN0702011

Appui au secteur de microfinance - Phase I: Appui institutionnel

C4  
DGD  
EUR

011NEW

EUR

07 Autres frais de fonctionnement					
08 Assurance vehicules					
10 frais bancaires			4 760,00	4 760,00	0,00
10 frais bancaires			19 998,00	19 998,00	0,00
11 Formation			3 917,00	3 917,00	0,00
2- Audit et autres services			1 388,00	1 388,00	0,00
01 Baseline, suivi et evaluation			8 998,00	8 998,00	0,00
02 Audit			80 000,00	200 000,00	120 000,00
03 Missions d'appui siege			50 000,00	170 000,00	120 000,00
98 Conversion rate adjustment			10 000,00	18 000,00	8 000,00
99 Conversion rate adjustment			20 000,00	12 000,00	-8 000,00
			0,00	0,00	0,00
			0,00	0,00	0,00
			0,00	0,00	0,00
			0,00	0,00	0,00

RA

487.820,00	450.422,49	2.602,49
1.112.180,00	1.109.577,51	-2.602,49
1.600.000,00	1.600.000,00	0,00

PAMIFI

PLAN DE PASSATION DE MARCHES 2011

Ref	Réalisations envisagées	Source de financement	Type de marché	Mode de passation	Date prévue lancement procédure sélection	Date d'attribution du contrat	Date prévue démarrage des prestations	Date prévue d'achèvement des prestations	Montants prévus (FCFA)
ROYAUME DE BELGIQUE N° SEN0702011	Fournitures de bureau	Coopération belge	Services et fournitures courantes	Demande de Renseignement et de Prix	Février-2011	Mars-2011	Mars-2011	Mars-2011	1 000 000
ROYAUME DE BELGIQUE N° SEN0702011	Assurances véhicule	Coopération belge	Services et fournitures courantes	Demande de Renseignement et de Prix	Février-2011	Mars-2011	Avril-2011	Décembre-2011	1 500 000
ROYAUME DE BELGIQUE N° SEN0702011	Assurance matériels et mobiliers de bureau	Coopération belge	Services et fournitures courantes	Demande de Renseignement et de Prix	Janvier-2011	Février-2010	Février-2010	Février-2011	200 000
ROYAUME DE BELGIQUE N° SEN0702011	Activités	Coopération belge	Services et fournitures courantes	Demande de Renseignement et de Prix	Janvier-2011	Février-2011	Février-2011	Février-2011	1 000 000
ROYAUME DE BELGIQUE N° SEN0702011	Ordinateurs portables	Coopération belge	Services et fournitures courantes	Demande de Renseignement et de Prix	Juillet-2011	Août-2011	Août-2011	Août-2011	2 000 000
ROYAUME DE BELGIQUE N° SEN0702011	Base de données oracle - formation	Coopération belge	Services et fournitures courantes	Demande de Renseignement et de Prix	Avril-2011	Avril-2011	Mai-2011	Mai-2011	12 500 000
ROYAUME DE BELGIQUE N° SEN0702011	Formation Base de données oracle	Coopération belge	Services et fournitures courantes	Demande de Renseignement et de Prix	Juillet-2011	Août-2011	Août-2011	Septembre-2011	3 000 000
ROYAUME DE BELGIQUE N° SEN0702011	Serveurs domotés	Coopération belge	Services et fournitures courantes	Demande de Renseignement et de Prix	juillet-2011	Août-2011	Août-2011	Août-2011	3 000 000

*A. J. J.*